

*Questions orales***LES FINANCES****LA RETOMBÉE SUR LES PROVINCES DU FARDEAU FINANCIER DU CHÔMAGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre s'apercevra bientôt que les problèmes consécutifs à l'échec de la politique économique du gouvernement ne vont pas disparaître parce qu'il refuse d'en tenir compte. Le ministre des Finances étant absent, c'est au ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales que je pose ma question supplémentaire. Le ministre surveille-t-il la situation dont j'ai fait état pour voir s'il n'obère pas les provinces, certaines des moins fortunées surtout, et les municipalités, et pour voir s'il n'y aurait pas lieu de modifier les accords fiscaux contractés avec ces provinces, le gouvernement fédéral n'ayant pas su adopter une politique économique susceptible de créer de l'emploi pour les Canadiens?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales): Monsieur le président, à l'heure actuelle une conférence des ministres des Finances examine la situation économique courante et les perspectives économiques. Je suis convaincu que si cette question préoccupe particulièrement les ministres des finances de certaines provinces, ils en discuteront avec leur collègue fédéral.

Quant au rôle du gouvernement, comme mon collègue l'a indiqué tout à l'heure, nous payons 50 p. 100 des frais relatifs à l'aide aux personnes qui sont dans le besoin, avec les provinces et les municipalités. Nous continuerons à accorder ces sommes. Je puis dire que, me référant à mon expérience, lorsque j'étais ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, les provinces n'ont pas fait d'instances et de pressions pour faire augmenter la contribution fédérale à cet effet. Je dois en outre faire remarquer à l'honorable député que, chaque année, le gouvernement fédéral verse en paiements de péréquation plusieurs milliards de dollars aux provinces qui ont des revenus un peu plus faibles que la moyenne nationale.

[Traduction]

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le ministre prouve que le gouvernement peut éviter de répondre aux questions dans les deux langues officielles. J'aimerais maintenant m'adresser au premier ministre. Puisque le nombre des chômeurs a augmenté de 40,000 le mois dernier, que plus de 42,000 personnes qui touchaient des prestations d'assurance-chômage sont devenues prestataires d'allocations sociales des provinces et des municipalités, et que les entreprises qui ferment boutique créent de plus en plus de chômage au Canada, le premier ministre pourrait-il nous promettre, s'il sait faire passer les intérêts du Canada avant ceux de son parti, que le gouvernement du Canada va présenter immédiatement un nouveau budget conçu pour créer des emplois et pour stimuler la consommation et

favoriser la demande chez nous grâce à une baisse importante des impôts?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en tout temps dans la vie d'une nation, et à n'importe quelle étape d'un cycle économique, même en période de reprise il y a des chômeurs. Le gouvernement s'inquiète de leur pénible sort. Certains chômeurs qui n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage émargent au bien-être social. Comme mes deux collègues l'ont rappelé, le gouvernement assume 50 p. 100 de ces frais.

● (1422)

La question est de savoir si la politique économique actuelle du gouvernement est de celles qui peuvent faire naître l'espoir et provoquer la croissance dans les mois à venir. A ce sujet, nous avons le témoignage des auteurs que cite l'opposition, c'est-à-dire les gens de l'OCDE, qui affirment que la ligne de conduite du gouvernement favorise effectivement une croissance plus rapide que tout autre pays, exception faite du Japon et peut-être en définitive des États-Unis. En même temps, une proportion plus élevée de Canadiens arrivent sur le marché du travail. Voilà une situation qui crée du chômage et qui nous inquiète vivement. Je le répète, nous devons nous poser la question suivante: y a-t-il lieu de modifier notre politique économique à court et à moyen terme?

Des voix: Règlement!

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX DE CRÉATION D'EMPLOIS**

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je signalerai tout d'abord au premier ministre que ce dont nous avons besoin, c'est d'un changement de gouvernement.

Nous arrivons au point où presque la moitié de notre million de chômeurs sont inadmissibles à l'assurance chômage, comme le démontre le fait que 37 p. 100 sont en chômage depuis trois mois ou plus puisque 35 p. 100 de ces chômeurs à long terme sont des hommes de plus de 24 ans—ce qui signifie qu'ils sont des soutiens ou des pères de famille—il est évident que les programmes existants de création d'emplois ne répondent pas au besoin. Étant donné l'ampleur de ce problème, le fardeau supplémentaire imposé aux provinces plus pauvres et, notamment, les souffrances humaines que représente chacune de ces données statistiques, je demande au ministre quel autre conseil il va donner à ses collègues du cabinet concernant l'établissement d'autres programmes pour remédier à cette situation.